

courrier Sud



Le journal du syndicat Sud Education 02

Bulletin Trimestriel n° 46

N° CPPAP :0513 S05308
Prix:0.04 euros
(ça vaut pas plus)

Comité de rédaction
Sylvia Agati
Marie Ehanno
Eric Dosière

Directeur de Publication
Eric Ponticourt

Dispensé de timbrage

Centre de tri de Laon

Journal
imprimé
par nos
soins

Déposé le
30 septembre
2011



Union
syndicale
Solidaires

Sud Education Aisne - 2 rue Sainte-Catherine - 02100 Saint-Quentin ☎ 06 70 67 39 64 ✉ contact@sudeduc02.org - www.sudeduc02.org
Courrier Sud est destiné à tous les personnels de votre établissement : merci de faire circuler

Au sommaire: SUD c'est quoi ? p.1 - Ce que Sud Education propose p.2 ,3 et 4 - Sur l'album de la duchesse p.4 - bulletin d'adhésion page centrale



Un numéro spécial élections professionnelles dans l'éducation nationale (du 13 au 20 octobre 2011)

Merci à nos camarades de Sud Bretagne

Où on pourra apprendre que Sud Education ne fonctionne pas comme les autres syndicats ... Et si, pour vous, l'école ne doit pas être une fabrique de « chair à patrons », une entreprise, où les objectifs pédagogiques doivent s'effacer devant les lois du marché et le capitalisme débridé, alors vous trouverez dans ces quelques pages toutes les raisons de voter pour **un syndicat de lutte**, qui défendra vos droits et ceux **d'une école émancipatrice, démocratique, indépendante et laïque**.

« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. » Bertolt Brecht

Solidaire

Issu des luttes, Sud éducation s'emploie depuis sa fondation à construire un syndicalisme intercatégoriel qui rassemble, au lieu de les diviser, les personnels enseignants et non enseignants, titulaires comme précaires, sans considération de corps, de statut, de discipline ou d'activité. Un syndicat qui lutte au côté des précaires (sans papiers, chômeurs/euses...) et qui dans l'Éducation nationale revendique la titularisation de tou-te-s.

Unitaire

Un syndicat qui n'isole pas les personnels du reste du monde du travail. SUD éducation agit au sein de l'Union **Solidaires** avec les autres syndicats SUD du public et du privé (SUD PTT, SUD Santé Sociaux, SUD rail, SUD Industrie ...), tout en conservant son autonomie. Un syndicat qui ne limite pas ses actions au domaine scolaire ni aux contours d'une catégorie.

démocratique

Rotation des mandats, limitation des décharges syndicales, assemblées générales souveraines : à Sud nous privilégions la démocratie directe. Un syndicat indépendant à l'égard de tous les partis politiques. Un syndicat qui refuse la neutralisation des luttes collectives par des stratégies perdantes excluant l'affrontement véritable avec le pouvoir. Un syndicat qui refuse la cogestion avec l'administration, qui garantit la transparence.

Ce que SUD

Défendre le service public !

Sous prétexte de «crise de la dette», les pouvoirs politiques et financiers imposent une réduction des dépenses publiques. En réalité, il s'agit de livrer aux «marchés» les Services Publics (santé, transports, énergie, poste, etc..). La conséquence de ces réformes est de supprimer des emplois (150 000 en 5 ans) au détriment de la qualité, de la diversité et de l'égalité de droit dans l'accès au service public.

Cette violente offensive n'épargne pas l'Éducation nationale : Bac Pro 3 ans, scolarisation dès 2 ans, carte scolaire, réforme du lycée, orientation, effectifs des classes, RASED, remplacements, formation initiale et continue des personnels, etc... SUD Education appelle à résister pied à pied au démantèlement méthodique des services publics, dont celui de l'éducation.

Notre objectif est d'impulser, de soutenir et de coordonner les luttes des personnels contre la remise en cause des statuts et contre la détérioration des conditions de travail qui en découle.

Une école émancipatrice

Donner à chacun-e une formation polyvalente, une éducation émancipatrice éveillant la conscience critique.

Permettre l'accès au savoir et l'épanouissement de tous les élèves, quelle que soit leur situation sociale.

Garantir de bonnes conditions d'enseignement : effectifs restreints, dédoublements, équilibre entre diversité des matières et horaires suffisants.

Refus de la réforme des lycées qui met en concurrence les établissements et les enseignements entre eux

Offrir un large choix d'option aux élèves tout en refusant le "marché aux options" qui ne sert que la concurrence entre établissements

Dénoncer la liquidation des bacs technologiques (STI) pour de seules raisons comptables.

Refuser le livret de compétences, outil normatif, imposé et stigmatisant, présenté comme réponse à l'échec scolaire.

C'est un dévoiement du vocabulaire pédagogique au détriment des contenus disciplinaires

Indépendance et laïcité

Un service public d'éducation **unique et gratuit, indépendant** des pouvoirs, des religions, des entreprises.

Arrêt de tout financement public de l'enseignement privé, pour une nationalisation laïque de l'école.

Une formation professionnelle publique, généraliste. Contre l'ouverture d'un marché de l'éducation souhaitée par le Medef.

Le refus de la logique sécuritaire (fichage des élèves ; partenariat école/police...) qui sert à évacuer les problèmes sociaux, en présentant l'échec scolaire comme relevant de la responsabilité individuelle des élèves et des familles, voire des enseignant-e-s.



Education propose...

Une école démocratique

- o **Promouvoir les pratiques et les valeurs coopératives d'entraide**, entre collègues, entre élèves et ainsi remettre en cause les valeurs de concurrence et l'idéologie de compétition sur lesquelles se fondent l'école et la société capitaliste.
- o **Contre l'école-entreprise** : pilotage, indicateurs, management, mérite, autonomie...
- o **Pour un mode de fonctionnement antihierarchique et collégial des établissements**, à l'image d'une société autogestionnaire.
- o **Contre l'inspection**, infantilisante, qui n'a rien de pédagogique et ne fait qu'encourager l'individualisme et la compétition.

De meilleures conditions de travail

Des créations de postes : réouverture de places aux concours ; titularisation sans préalable des précaires.

Redéfinir le temps de service, et sans l'augmenter prendre en compte le temps de concertation et d'individualisation.

Garantir la continuité du service public par des personnels titulaires et faire respecter leurs droits.

Préserver le statut de fonctionnaire, l'unité et l'indépendance du service public.

Une formation initiale rémunérée, avec stages d'observation et de pratique variés; droit à la formation continue intégrée au temps de service en respectant les demandes des collègues.

Respecter la diversité des formations et des qualifications.

Augmenter les salaires, prioritairement les plus bas.

Refus du salaire au mérite, réduction des heures supplémentaires au minimum, intégration des primes dans le salaire.

Droit à une retraite à taux plein après 37,5 annuités ou à 60 ans et abolition du système inique de la décote.

Souffrance au travail, et si enfin on en parlait ?

Difficile de parler de la souffrance au travail quand on est dans l'Éducation nationale. Pourtant, de plus en plus de salariés souffrent...

Un malaise grandissant

La souffrance, même si elle n'est toujours pas identifiée comme telle, est omniprésente. Trop souvent, les personnels en difficulté sont renvoyés à leur prétendue incompetence par leur hiérarchie, plus encline à sanctionner qu'à conseiller. «Il ou elle ne travaille pas assez, ne sait pas s'y prendre, n'a pas d'autorité.» Ces remarques, on peut aussi les recevoir de parents d'élèves voire de collègues.

L'absence de lieux de parole dans l'Éducation Nationale

Si l'on se sent assez solide pour parler, à qui s'adresser ? Les collègues sont souvent eux-mêmes confrontés à des difficultés comparables. La hiérarchie est une piste bien vite abandonnée. Les cellules d'écoute académiques

relèvent plus de SOS amitié que d'une réelle prise en charge des problèmes. Les services sociaux des IA voient leurs moyens se réduire de façon dramatique. Les dispositifs mis en place par les DRH proposent trop souvent des congés, des reconversions, des mutations... voire mettent la pression sur les personnels pour les pousser à la démission. L'institution répond en médicalisant les cas, faute de solutions alternatives. Il est à noter un durcissement progressif pour ce qui est étiqueté "insuffisance professionnelle". Elle peut entraîner le licenciement, surtout chez les personnels jeunes ou précaires.

Des causes objectives de souffrance

La gestion des ressources humaines est calquée sur celle des entreprises. La charge de travail s'accroît. Les tâches administratives, les évaluations se

multiplient. Les effectifs s'alourdissent. Les personnels sont directement rendus responsables de l'échec scolaire. Tout cela met en danger leur intégrité mentale.

Comment lutter ?

Nous devons développer toutes les solidarités entre collègues dans le cadre du travail. Mais les politiques ultra-libérales ne vont pas dans ce sens. Mise en concurrence des salariés, compétitivité et rentabilité accrues, individualisation des contrats, casse des protections sociales... engendrent des situations de souffrance.

Pour inverser cette tendance, SUD éducation :

exige une véritable médecine du travail indépendante ;

incite les personnels à s'appuyer sur les CHSCT pour une amélioration de leurs conditions de travail et une prise en charge de leurs difficultés. ■

La lutte, c'est classe !

SUD éducation s'investit dans les luttes sociales. Les sujets de mobilisation ne manquent pas : défense et revendication des droits sociaux (retraite, sécurité sociale, droit à l'emploi, précarité...), solidarité avec les immigrés et les sans papiers (RESF, grève des travailleurs sans-papiers), dénonciation d'une mondialisation pilotée par les grandes puissances financières (forums sociaux, manifestations contre les G8 et G20), combats écologiques (refus du productivisme : sortie du nucléaire, gestion publique de l'eau...). SUD éducation soutient les luttes pour la démocratie (révoltes populaires arabes, rejet de la dictature du FMI et des «marchés» en Europe). **Ces mouvements sont porteurs d'une exigence plus globale : la perspective d'une société démocratique, juste et égalitaire à l'échelle mondiale. SUD Education porte cette exigence dans le cadre d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.**

Sur l'album de la duchesse

Carla c'est une Boutin. Elle taille des nippes au petit pas beau. Son petit nigaud a fini par la casser. Bruno et son habit ont été vus près d'un nid. Nicolas votre solex m'a fait mal au rein !

Sondage : Faut-il donner des primes aux députés ?

Du 13 au 20 octobre 2011...

SUPPRESSIONS DE POSTES **PRECARITE CROISSANTE**
DEGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DISPARITION DES SERVICES PUBLICS
SUPPRESSIONS DES FORMATIONS *PRESSIONS HIERARCHIQUES*
PRIVATISATION **FLEXIBILITE**

Ça suffit !



VOTEZ !

éducation
SUD